

—En avril 1975, le nouveau ministre des Travaux publics, M. Drury, a présenté à nouveau au Conseil du Trésor une recommandation officielle à propos de la facturation des services du ministère des Travaux publics. Cette proposition était assez semblable à celle que le Ministère avait soumise en 1973.

—Dans ses troisième et quatrième rapports, le *Comité des comptes publics* a recommandé qu'on impute les frais de location aux ministères pour qu'ils fassent preuve de plus de prudence dans leur planification.¹⁰

1976 —En mai 1976, le *Comité des comptes publics* a discuté de la recommandation, faite en 1975 par le Vérificateur général, visant à exiger un loyer des ministères-clients.¹¹

Des représentants du Bureau du *Vérificateur général*, du *ministère des Travaux publics* et du *Secrétariat du Conseil du Trésor* ont participé à des discussions portant sur le rapport du sous-comité mixte sur le recouvrement des coûts. Le rapport suivant du Comité des comptes publics, déposé en juin 1976, ne contient toutefois ni commentaire ni recommandation à propos du recouvrement des coûts.

—Le 14 septembre 1976, M. Judd Buchanan a été nommé ministre des Travaux publics. Il succédait ainsi à M. Charles Drury.

—Le 16 septembre 1976, le *ministère des Travaux publics* a reçu du *Bureau du Conseil privé* une note l'informant que la proposition visant à facturer aux ministères les locaux fournis par les Travaux publics n'était plus envisagée sérieusement par le *Bureau du Conseil privé* ni par le *Secrétariat du Conseil du Trésor*.¹²

—Dans son rapport de 1976, le *Vérificateur général* écrivait: «Pour faire un examen judicieux des programmes, il faut prendre en considération tous les coûts constitutifs, y compris ceux qu'entraîne l'attribution des locaux.»¹³

¹⁰ Canada, *Procès-verbaux et témoignages* du comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes, fascicule n° 35, 26 juin 1975 et fascicule n° 36, les 25 et 27 novembre 1975 et les 2, 4 et 9 décembre 1975.

¹¹ Canada, *Procès-verbaux et témoignages* du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes, fascicule n° 57, le 6 mai 1976.

¹² Lettre de G. B. Williams au président, 15 novembre 1976.

¹³ Canada, *Rapport de Vérificateur général du Canada à la Chambre des communes*, 1976, p. 93.